



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} septembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 69 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales**

Droits de l'homme et solidarité internationale**

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport que l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia B. Dandan, a présenté en application de la résolution 26/6 du Conseil des droits de l'homme.

* A/69/150.

** Rapport présenté tardivement.



Rapport de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

Résumé

Comme suite à la résolution 26/6 du Conseil des droits de l'homme, l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia B. Dandan, soumet le présent rapport, qui porte sur les activités entreprises depuis que le rapport antérieur a été présenté à l'Assemblée générale, en 2013, en particulier sur le projet de déclaration relatif au droit des peuples et des individus à la solidarité internationale, que l'Experte indépendante a transmis au Conseil à sa vingt-sixième session, tenue en juin 2014.

Le présent rapport vise à contribuer à la définition des futurs objectifs de développement durable, de sorte que ceux-ci respectent les normes universelles en matière de droits de l'homme, et à montrer qu'il importe, dans l'intérêt de ces objectifs, de tenir compte du droit à la solidarité internationale.

L'élément principal du présent rapport, qui figure à la section IV, est une brève analyse de l'avant-projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale au regard de trois sujets intéressant les futurs objectifs : mettre fin aux inégalités et éliminer la pauvreté et la discrimination; mettre sur pied des institutions efficaces et responsables et instaurer des sociétés pacifiques; assurer la coopération internationale en renforçant la mise en œuvre et en revitalisant les partenariats mondiaux. La conclusion du rapport fait ressortir en quoi le récent droit à la solidarité internationale est essentiel aux fins de l'application efficace du futur programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et de la réalisation de ses objectifs.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	4
II. Poursuite des travaux visant à définir les futurs objectifs de développement durable	6–11	5
III. Présentation générale de l'avant-projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale	12–14	7
IV. Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 : les objectifs de développement durable proposés examinés au regard du projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale	15–39	8
A. Remédier aux inégalités et éliminer la pauvreté et la discrimination	17–27	10
B. Mettre en place des institutions efficaces et responsables et des sociétés pacifiques	28–34	16
C. Coopération internationale : renforcer la mise en œuvre des partenariats mondiaux au service du développement durable et les revitaliser	35–39	19
V. Conclusion	40–51	21

I. Introduction

1. À sa vingt-sixième session tenue en juin 2014, le Conseil des droits de l'homme a, par sa résolution 26/6, prolongé le mandat de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale pour une période de trois ans. Il a pris note avec satisfaction du rapport et des travaux de l'Experte indépendante, ainsi que de l'avant-projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale qui figure dans l'annexe audit rapport¹. Par la même résolution, le Conseil a décidé qu'afin d'obtenir des contributions du plus grand nombre possible d'États membres sur l'avant-projet de déclaration, l'Experte indépendante organiserait des consultations ou des ateliers au niveau régional, et a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de l'aider dans cette entreprise. Le Conseil a également prié l'Experte indépendante de compiler et d'étudier les contributions issues de toutes les consultations régionales, en vue de lui présenter un rapport à ce sujet à sa trente-deuxième session. Il l'a également priée de lui soumettre ainsi qu'à l'Assemblée générale un projet de déclaration révisé avant la fin de son deuxième mandat².

2. La présentation au Conseil de l'avant-projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale³, voire tout simplement du droit à la solidarité internationale, marque un tournant dans l'exécution du mandat relatif aux droits de l'homme et à la solidarité internationale. Ce document compile les contributions de différents experts des Nations Unies, du milieu universitaire et de la société civile, en particulier d'organisations non gouvernementales, ainsi que les conclusions d'études, d'activités et de travaux entrepris par les deux derniers experts indépendants, avec le concours du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.

3. Les travaux effectués par l'Experte indépendante en vue d'élaborer l'avant-projet de déclaration ont été menés en trois temps : tout d'abord, définir le cadre conceptuel et normatif de la solidarité internationale; ensuite, après avoir défini la notion de solidarité internationale, donner un sens concret à la solidarité internationale en tant que droit de l'homme; enfin, rédiger l'avant-projet de déclaration. Cette méthode a été appliquée tout en sachant que si, dans l'ensemble, les États n'étaient apparemment pas en désaccord quant à l'importance de la solidarité internationale aux fins de la réalisation des droits de l'homme, certaines questions théoriques devaient tout de même être examinées et précisées.

4. Alors qu'elle réfléchissait à la teneur de l'avant-projet de déclaration, l'Experte indépendante a également mené des activités relevant d'autres priorités de son mandat. Elle a inauguré sa participation officielle à la définition du programme de développement pour l'après-2015 en se rendant à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012, et au Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale, qui s'est tenu en marge de la Conférence sur le développement durable, à l'occasion desquels elle a évoqué le rôle de la solidarité internationale à l'appui des objectifs mondiaux de développement durable, invité les États et la société civile à œuvrer de concert en s'appuyant sur leurs complémentarités et en

¹ A/HRC/26/34 et Add.1.

² A/HRC/26/L.16.

³ A/HRC/26/34, annexe.

surmontant leurs différences dans un esprit de partenariat et de respect mutuel, dans l'intérêt de l'avenir de l'humanité. Dans sa résolution 21/10, le Conseil s'est félicité de la participation de l'Experte indépendante à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et l'a engagée à continuer de coopérer activement au programme de développement pour l'après-2015. Dans des résolutions ultérieures, le Conseil lui a à nouveau demandé de coopérer pour promouvoir le rôle de la solidarité internationale et faire bien comprendre que celle-ci est essentielle pour assurer un développement durable et plus inclusif.

5. Aussi, l'Experte indépendante a suivi de près les progrès réalisés dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 et y a concouru énergiquement, dans la mesure du possible, y compris s'agissant des documents finaux des conférences et des consultations, tant à l'échelon international que régional. Dans le présent rapport, l'Experte indépendante se penche sur l'application des différentes dispositions de l'avant-projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale, sur les objectifs indicatifs qui ont été recommandés par le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 (« Groupe de haut niveau »), et sur les objectifs de développement durable que le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable (« Groupe de travail ouvert ») a proposés.

II. Poursuite des travaux visant à définir les futurs objectifs de développement durable

6. Le rapport du Groupe de haut niveau (Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable) était accompagné d'une lettre en date du 30 mai 2013 adressée au Secrétaire général par les Coprésidents du Groupe. Dans ce rapport figuraient les recommandations du Groupe concernant le programme de développement pour l'après-2015, qui concevaient un programme universel fondé sur cinq grandes réorientations porteuses de transformations, dont la cinquième et « la réorientation la plus importante [qui] réside peut-être dans un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle qui doit être à la base du programme pour l'après-2015 ». Ces recommandations sont les suivantes : « Ne laisser personne de côté »; « Placer le développement durable au cœur des débats »; « Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif »; « Construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous »; et « Créer un nouveau partenariat mondial ⁴ ».

7. Le Groupe de haut niveau estime que les 12 objectifs indicatifs suivants doivent être poursuivis ensemble afin que les activités portent leurs fruits⁴ :

- i) Mettre fin à la pauvreté;
- ii) Autonomiser les filles et les femmes et parvenir à l'égalité des sexes;

⁴ Nations Unies, Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable : *rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* (publication des Nations Unies, n° de vente F.13.I.10).

- iii) Garantir une éducation de qualité et des programmes de formation tout au long de la vie;
- iv) Assurer les conditions d'une vie en bonne santé;
- v) Assurer la sécurité alimentaire et l'équilibre nutritionnel;
- vi) Assurer un accès universel à l'eau et à l'assainissement;
- vii) Garantir une énergie durable;
- viii) Créer des emplois, des moyens d'existence durables et une croissance équitable;
- ix) Gérer les richesses naturelles de façon durable;
- x) Assurer une bonne gouvernance et un cadre institutionnel efficace;
- xi) Garantir des sociétés stables et pacifiques;
- xii) Créer un environnement mondial favorable et encourager les financements à long terme.

8. Dans le même rapport, le Groupe de haut niveau a rappelé la vision qu'il avait exposée dans le communiqué publié à l'occasion de la réunion tenue en 2013 à Bali, dans lequel il évoquait la nécessité d'un partenariat mondial renouvelé « qui facilite un programme de développement transformateur, axé sur les êtres humains, soucieux de la planète et dont la réalisation dépendra d'un dispositif où toutes les parties prenantes seront sur un pied d'égalité. Un tel partenariat doit se fonder sur les principes d'équité, de durabilité, de solidarité, de respect de l'humanité et de responsabilités partagées en fonction des capacités de chacun⁵ ».

9. L'introduction de la proposition du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable reprend le mandat figurant dans le document final de la Conférence sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons » (résolution 66/288, annexe), qui propose un ensemble d'objectifs de développement durable pour examen et suite à donner par l'Assemblée générale. Ce mandat pose aussi des jalons en vue de la définition de cet ensemble d'objectifs, qui doit être « conforme et intégré au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015⁶ ». Aux fins du présent rapport, il importe de noter que le Groupe de travail a indiqué, au paragraphe 4 de l'introduction, que les peuples sont au centre du développement durable, et qu'il y a réaffirmé que les participants à la Conférence sur le développement durable s'étaient à nouveau engagés à appliquer pleinement les accords et décisions prises à l'occasion de conférences internationales des Nations Unies, lesquelles sont énumérées au paragraphe 6 de la proposition.

10. En tout, le Groupe de haut niveau a recommandé 12 objectifs indicatifs et le Groupe de travail ouvert a proposé 17 objectifs de développement durable, ces derniers reprenant les 12 objectifs du Groupe de haut niveau, quoiqu'ils soient formulés différemment. Les deux séries d'objectifs et les buts connexes traitent d'un large éventail de questions afférentes aux dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. D'un côté, il est intéressant de noter

⁵ Communiqué du Groupe de haut niveau publié à l'occasion de la réunion tenue à Bali, 28 mars 2013 (www.un.org/sg/management/hlppost2015.shtml).

⁶ Voir la version intégrale du rapport du Groupe de travail ouvert (www.sustainabledevelopment.un.org/focusdgs.html).

que le douzième et dernier objectif indicatif recommande de créer un environnement mondial porteur et de faciliter l'évolution du secteur financier à long terme, sans se référer en particulier aux « partenariats mondiaux ». De l'autre, le dix-septième et dernier objectif de développement durable proposé prévoit de renforcer les moyens d'exécution et de revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable. Les objectifs portent sur différents domaines : finance, technologie, renforcement des capacités, commerce, questions systémiques, partenariats multipartites, données, suivi et principe de responsabilité. Ces deux derniers objectifs correspondent à l'objectif 8 des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement ».

11. Les deux séries d'objectifs se recoupent ou comportent beaucoup d'éléments communs. Quoiqu'ils se rapportent directement à la jouissance et à l'exercice des droits de l'homme, ils ne sont pas rédigés dans des termes propres aux droits de l'homme et ne sont pas explicitement liés à des obligations conventionnelles des États. À cet égard, il convient de rappeler que le rapport de l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015, intitulé « Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous », qui a fait l'objet d'une mention particulière dans la première contribution du Secrétaire général aux travaux du Groupe de travail ouvert (A/67/634), préconise notamment que le programme de développement pour l'après-2015 fasse une place aux valeurs fondamentales des droits de l'homme, de l'égalité et de la durabilité, et qu'il soit véritablement mondial, les responsabilités étant partagées par tous les pays, ce qui suppose également une redéfinition du partenariat mondial pour le développement (A/67/634, par. 9). Cette idée rejoint celle du Groupe de haut niveau, à savoir que pour réorienter le programme, il faudra adopter une nouvelle vision, générer le changement. Il faudra donc, pour instaurer un nouveau partenariat mondial, redéfinir totalement la vision que chacun a du monde⁴.

III. Présentation générale de l'avant-projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale

12. L'avant-projet de déclaration définit la solidarité internationale comme étant une convergence d'intérêts, de buts et d'actions entre les peuples, les individus, les États et leurs organisations internationales, visant à maintenir l'ordre et assurer la survie même de la société internationale ainsi qu'à réaliser les objectifs collectifs qui nécessitent la coopération internationale et une action commune, et reposant sur le système normatif international d'obligations qu'ils appliquent et mettent en pratique pour encourager la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme⁷.

13. Le droit à la solidarité internationale est un droit fondamental de l'homme qui permet aux peuples et aux individus de jouir librement, sur la base de l'égalité et de la non-discrimination, des avantages d'une société internationale harmonieuse régie par un ordre politique et économique juste et équitable, dans laquelle tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont pleinement exercés. Il convient

⁷ Voir A/HRC/26/34, annexe, art. 1.

de noter en particulier que l'avant-projet de déclaration fait valoir que le droit à la solidarité international procède des normes et principes relatifs aux droits de l'homme qui sont déjà codifiés dans des instruments internationaux et qu'il emporte donc des droits et des obligations des États qui sont déjà reconnus dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. En outre, il précise les droits dont les peuples et les individus disposent, à titre individuel ou collectif, à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire national et conformément aux dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme et aux autres instruments internationaux applicables⁸.

14. Dans l'avant-projet de déclaration, le droit à la solidarité internationale est reconnu à des « peuples et individus », le terme « peuples » y étant défini, et aux individus et entités atypiques, comme les peuples autochtones et les minorités. Le terme « peuples » englobe tous ceux qui sont marginalisés ou exclus ou encore sous-représentés, comme les communautés locales qui vivent dans des villages reculés et isolés; les groupes sociaux qui s'étendent au-delà des frontières nationales, tels que les diasporas et communautés transnationales; les réseaux d'information transnationale; et les communautés virtuelles d'individus connectés par Internet et les médias électroniques⁹. Ces groupes se caractérisent par le fait qu'ils existent en dehors des associations ou organisations de la société civile, mais qu'ils partagent et entretiennent les mêmes valeurs et vision du monde et, partant, sont structurés d'une manière ou d'une autre¹⁰. Cette idée est confirmée par le Groupe de haut niveau, qui a déclaré ce qui suit :

« Notre monde est constitué de défis, mais ces défis représentent également une opportunité s'ils relancent l'esprit de solidarité, le respect et l'avantage mutuels, en se fondant sur notre humanité commune et sur les principes de Rio⁴ », et par le Groupe de travail ouvert, qui a déclaré ce qui suit :

« Les peuples sont au centre du développement durable et [les participants à Rio +20] se sont engagés à œuvrer en faveur d'un monde juste et équitable pour tous [...] qui profite à tous [...] sans distinction d'âge, de sexe, de handicap, de culture, de race, d'appartenance ethnique, d'origine, de statut migratoire, de religion et de statut économique ou autre¹¹ ».

IV. Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 : les objectifs de développement durable proposés examinés au regard du projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale³

15. L'analyse qui suit s'articule autour des 17 objectifs de développement durable figurant dans la proposition (les « objectifs proposés »), qui font aussi écho aux 12 objectifs indicatifs. Les objectifs proposés sont regroupés par grands thèmes, qui correspondent au contenu de l'avant-projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale. Cette analyse thématique permet d'envisager globalement les

⁸ Ibid., art. 5.

⁹ Ibid., art. 6.

¹⁰ D. Newman, tel que cité dans K. De Feyter, *Towards a Framework Convention on the Right to Development* (2013, Genève, Friedrich Ebert Stiftung).

¹¹ A/HCR/26/34, annexe.

questions de développement interdépendantes et pluridimensionnelles qui sont en jeu et est par ailleurs compatible avec le caractère universel, indivisible et complémentaire des droits de l'homme. Les objectifs de développement durable proposés sont les suivants :

- i) Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde;
- ii) Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable;
- iii) Objectif 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges;
- iv) Objectif 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie;
- v) Objectif 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles;
- vi) Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau;
- vii) Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable;
- viii) Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous;
- ix) Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation;
- x) Objectif 10 : Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein;
- xi) Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables;
- xii) Objectif 12 : Instaurer des modes de consommation et de production durables;
- xiii) Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions;
- xiv) Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable;
- xv) Objectif 15 : Préserver et remettre en état les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité;
- xvi) Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes;
- xvii) Objectif 17 : Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens d'application de ce partenariat.

16. La présente analyse ne vise pas l'exhaustivité, qu'il n'est pas possible d'assurer dans le cadre du présent rapport. En outre, sans vouloir préjuger la formulation définitive des objectifs, certains points marquants seront néanmoins signalés afin qu'ils soient examinés, s'il y a lieu. Cette partie du rapport vise à alimenter les débats qui sont tenus actuellement sur la définition d'un programme de développement pour l'après-2015 qui soit compatible avec les normes universelles en matière de droits de l'homme, en mettant l'accent sur l'intérêt qu'il y a à concevoir les futurs objectifs de développement durable en tenant compte du droit à la solidarité internationale. Certes, la version finale du projet de déclaration n'a pas encore été établie, mais on remarquera que le projet souligne que le droit à la solidarité internationale procède des libertés et droits déjà codifiés dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme qui consacrent les droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux, les droits civils et politiques, le droit au développement et les normes internationales du travail, auxquels s'ajoutent d'autres responsabilités découlant d'engagements et de décisions volontairement approuvés à l'échelon bilatéral, multilatéral, régional et international, dans les domaines pertinents¹². C'est donc à ces instruments internationaux, dont découlent son applicabilité et sa pertinence au regard des droits de l'homme, que le droit à la solidarité internationale, tel que défini dans l'actuel projet de déclaration, sera expressément rattaché dans l'analyse qui suit.

A. Remédier aux inégalités et éliminer la pauvreté et la discrimination

17. La pauvreté n'est pas définie dans les objectifs proposés, mais ses différents aspects ressortent implicitement des cibles définies pour l'objectif 1. S'il n'existe pas de définition unique et mondialement acceptée, de la pauvreté, celle-ci devrait être définie non seulement par la façon dont elle est mesurée, mais également par les facteurs relationnels et autres facteurs qualitatifs qui la caractérisent. Il faut impérativement donner une définition à la pauvreté, car de là découleront les moyens visant à l'éliminer. Sachant que cet exercice donnera inévitablement lieu à des jugements de valeur, il n'existe aucune définition « correcte » de la pauvreté. Jusqu'à récemment, la définition de la pauvreté était réduite au fait d'avoir des revenus insuffisants pour acheter un panier minimum de biens et de services. Aujourd'hui, on donne généralement au terme une définition plus large, à savoir ne pas avoir les moyens de base nécessaires pour vivre dans la dignité (E/C.12/2001/10). Du point de vue des droits de l'homme, notamment de la Charte internationale des droits de l'homme, la pauvreté peut être définie comme étant « la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé de manière durable ou chronique des ressources, des moyens, des choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaires pour jouir d'un niveau de vie suffisant et des autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux » (E/C.12/2001/10). L'extrême pauvreté est définie comme « un phénomène englobant la pauvreté monétaire, la pauvreté du développement humain et l'exclusion sociale » (A/HRC/7/15, par. 13). Selon ces définitions, la pauvreté est fondamentalement et inextricablement liée à toutes les formes d'inégalité, d'injustice et de discrimination, ainsi qu'au sentiment d'impuissance éprouvé par tous ceux qui vivent dans la pauvreté, ce qui explique

¹² A/HRC/26/34, annexe, art. 5, par. 3.

pourquoi celle-ci est de plus en plus considérée et comprise comme un déni des droits de l'homme.

18. L'objectif 1 prend le relai du premier des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir éliminer l'extrême pauvreté, lequel a favorisé d'importants progrès et engendré un recul plus ou moins marqué de la pauvreté dans les différents pays. Cependant, les statistiques et les agrégats qui mesurent les progrès réalisés en termes d'élimination de la pauvreté ne permettent pas de saisir les inégalités qui accompagnent la pauvreté. Dans une récente déclaration, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a souligné que ce n'était pas seulement la pauvreté qui était en cause, mais également la place où se trouvent les individus les uns par rapport aux autres et l'importance des écarts qui les séparent¹³. Les inégalités sont enracinées dans les profondes divisions structurelles qui perpétuent les divisions économiques, sociales, culturelles, politiques et d'autres ordres observées au sein des populations, entre celles-ci et entre les pays. Les inégalités peuvent être la cause ou la conséquence des diverses formes de pauvreté. De même, les inégalités et la pauvreté peuvent être soit la cause, soit la conséquence de violations, de privations et de dénis des droits de l'homme. Pour que puisse véritablement progresser un développement axé sur l'être humain, il faut prendre en compte les facteurs qui relient et renforcent mutuellement les phénomènes que sont la pauvreté et l'inégalité, et y remédier au besoin.

19. Des inégalités en termes de richesse, de pouvoir économique et de ressources existent entre les pays, au sein des pays et entre les femmes et les hommes. Les inégalités entre les femmes et les hommes et les filles et les garçons s'expliquent souvent par les rôles discriminatoires qui sont assignés à ceux-ci par la société, en plus d'autres motifs de discrimination qui sont interdits. Des inégalités peuvent apparaître du fait du fonctionnement débridé des marchés, ainsi que des lois, politiques, pratiques ou traditions discriminatoires¹³. L'inégalité des sexes découle de la discrimination dont les femmes font l'objet, qui donne lieu à son tour aux différentes formes de violence dont les femmes sont victimes. Les inégalités sont liées à la discrimination, qui engendre un cercle vicieux d'exclusion, de pauvreté et de déni des droits de l'homme. La première cible de l'objectif 5 est de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, alors que les autres cibles portent principalement sur les autres moyens d'autonomiser toutes les femmes et les filles. Cependant, l'objectif 5 – réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles – ne renvoie pas explicitement dans ses cibles aux droits des femmes ni à l'égalité de jouissance et d'exercice, par les hommes et les femmes, de tous les droits économiques, sociaux et culturels et des droits civils et politiques. Il est fort peu probable que les femmes et les filles puissent parvenir à l'autonomie si leurs droits ne sont pas expressément reconnus, respectés, protégés et réalisés.

20. Les inégalités ressortent aussi clairement entre les différents groupes d'un même pays, entre les populations urbaines et rurales, entre les régions et entre les pays. Dans ses cibles, l'objectif 10 fait notamment mention de la nécessité de faire en sorte que, d'ici à 2030, les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce, de manière

¹³ « Equality and Non-Discrimination: A human rights imperative for the SDGs », déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, huitième session, Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, 4 février 2014.

durable; de renforcer l'autonomisation de toutes les personnes et de favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur ethnicité, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre; d'adopter des politiques adéquates pour parvenir progressivement à « une plus grande égalité ». Bien que plusieurs des cibles de l'objectif 10 concernent les asymétries sur les plans budgétaire et salarial et de la protection sociale, aucune d'entre elles ne préconisent de prendre des mesures pour remédier aux facteurs structurels qui transforment des différences naturelles, historiques et culturelles entre les populations et entre les pays en antagonismes, en discordes, voire en conflits, dont la portée tend à s'élargir et qui se perpétuent de génération en génération. La cible 7 de l'objectif 4, qui porte sur l'éducation, préconise de promouvoir une culture de paix et de non-violence, mais mentionne simplement « l'appréciation » de la diversité culturelle et de la « contribution de la culture au développement durable », et non leur respect et leur protection. Bien que cela puisse paraître évident, il convient de souligner que l'adoption de politiques ou la promotion d'idées, aussi bien intentionnées soient-elles, ne peuvent faire progresser un objectif que si elles sont associées à des actions et à des mesures d'exécution efficaces.

21. Remédier aux inégalités et éliminer la pauvreté sont des obligations inscrites dans les droits de l'homme reconnues par des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Bien que le terme « pauvreté » ne figure pas dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les dispositions du Pacte couvrent les principales composantes de cette réalité. Les dispositions concernant l'égalité et la non-discrimination dans le droit et la pratique sont communes au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁴. Ensemble, ces deux instruments assurent aux hommes et femmes l'égalité de jouissance des droits de l'homme, qu'ils soient économiques, sociaux et culturels ou civils et politiques. L'égalité et la non-discrimination sont des principes des droits de l'homme consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et protégés par le droit international, ce qui les rend juridiquement contraignants pour tous les États. Aussi sont-elles à la base de l'exercice de tous les droits de l'homme. Assurer l'égalité et éliminer la discrimination sont des obligations impératives et immédiates des États. Les cibles y afférentes ne devraient donc pas être assujetties aux calendriers fixés au titre des autres cibles, étant donné que le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme et du droit international s'inscrit dans un horizon intemporel.

22. Étant un droit fondamental de l'homme dont dépendent étroitement les autres droits de l'homme, le droit à la solidarité internationale doit être exercé sur la base de l'égalité et de la non-discrimination¹⁵. Ce droit impose aux États de s'acquitter des obligations que leur font les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qu'ils ont ratifiés¹⁶. Il fait aussi de la solidarité internationale un nouveau principe fondateur du droit international contemporain, qui répond à la nécessité d'un changement de paradigme s'étendant aux objectifs d'équité, d'égalité de

¹⁴ Voir art. 3 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et politiques et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

¹⁵ A/HRC/26/34, annexe, art. 5, par. 1.

¹⁶ Ibid., art. 8, par. 2.

résultats, de viabilité, de sécurité, de justice sociale et d'autonomisation, dans les pays développés comme dans les pays en développement¹⁷.

23. Les objectifs 1 à 11 sont interdépendants et la réalisation de chacun d'entre eux peut contribuer à lever les obstacles structurels qui s'opposent à l'égalité et à l'élimination de la pauvreté. Les objectifs en question reflètent les ambitions en matière de développement social et économique qui établissent un mode ou un niveau de vie. Du point de vue des droits de l'homme, ces aspirations deviennent des droits – l'égalité de jouissance par les hommes et les femmes de tous les droits fondamentaux de la personne humaine, le droit au travail, le droit à un niveau de vie suffisant, notamment le droit à un logement, à l'alimentation, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, le droit de jouir du meilleur état de santé qu'ils soient capables d'atteindre et le droit à l'éducation. Ces droits ont une incidence directe et immédiate sur l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités, sans doute ancrées dans les institutions et profondément enracinées dans les valeurs sociales qui façonnent les relations au sein des ménages et des communautés. En outre, pour appliquer une démarche axée sur les droits fondamentaux, il faut s'intéresser en priorité aux groupes marginalisés et vulnérables, notamment à ceux qui vivent dans la pauvreté et dont la vie est marquée par l'impuissance et l'absence de choix, de moyens et de perspectives.

24. Le droit à la solidarité internationale s'intéresse en particulier aux groupes marginalisés et vulnérables, qui ne sont souvent pas pris en compte, voire pas du tout reconnus. Le droit à la solidarité internationale est expressément reconnu à ces groupes, y compris les communautés locales qui ne peuvent faire entendre leur voix parce qu'elles ne sont pas ou sont peu représentées dans les associations ou organisations de la société civile ou sont tenues à l'écart de celles-ci, et les groupes sociaux qui s'étendent au-delà des frontières nationales, tels que les diasporas et les communautés transnationales, notamment les migrants et leurs familles⁹. Ce droit est également reconnu aux populations autochtones, dont bon nombre de communautés éloignées vivant dans les forêts, les montagnes et les étendues d'eau, comme leurs ancêtres depuis des générations. Leur territoire ancestral est depuis toujours très proche de la nature et de ses richesses, dont ils tirent leurs moyens de subsistance et qui façonnent leur culture et leurs pratiques. Les diasporas, notamment les travailleurs migrants et leurs familles, sont très dispersées à l'étranger, loin de leur pays et de leur environnement d'origine, et bon nombre de leurs membres vivent dans des conditions précaires dans le secteur non structuré, conditions sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle et qui influent pourtant sur leur vie actuelle et future.

25. L'objectif 2 et ses cibles visent à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable. Toutes ces aspirations sont comprises dans le droit à une nourriture suffisante, qui est reconnu dans plusieurs instruments internationaux. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels aborde ce droit plus exhaustivement que n'importe quel autre instrument. Il reconnaît le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence et préconise des mesures immédiates et urgentes pour assurer le droit fondamental qu'à toute

¹⁷ Ibid., art. 4, par. 1.

personnes d'être à l'abri de la faim et de la malnutrition¹⁸. La notion de sécurité alimentaire visée dans l'objectif 2 diffère du droit à une nourriture suffisante, bien qu'elle en soit un élément important. Pour l'essentiel, le droit à une nourriture suffisante suppose la disponibilité d'une nourriture exempte de substances nocives et acceptable dans une culture déterminée, en quantité suffisante et d'une qualité propre à satisfaire les besoins alimentaires de l'individu; l'accessibilité; et la possibilité d'obtenir cette nourriture d'une manière durable et qui n'entrave pas la jouissance des autres droits de l'homme (E/C.12/1999/5, par. 8). Le droit à une nourriture suffisante est indissociable de la dignité intrinsèque de la personne humaine et est indispensable à la réalisation des autres droits fondamentaux. De même, le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé possible, tel que prévu dans le Pacte, est étroitement lié à d'autres droits de l'homme et dépend de leur réalisation, à savoir les droits à l'alimentation, au logement, au travail, à l'éducation, à la dignité humaine, à la vie, à la non-discrimination et à l'égalité, le droit de ne pas être soumis à la torture, le droit au respect de la vie privée, le droit d'accès à l'information et les droits à la liberté d'association, de réunion et de mouvement. Les cibles de l'objectif 3 portent sur les éléments déterminant la santé physique, mais, pour l'essentiel, ne disent rien de ceux déterminant le « bien-être », notion qui, comme celle de la pauvreté, est sujette à interprétation, car les déterminants sociaux impliquent des jugements de valeur qui sont fonction, notamment, des contextes culturels, politiques et économiques.

26. La cible 1.3 de l'objectif 1, qui préconise de mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des mesures plancher, et de faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables bénéficient d'une protection sociale, est effectivement un indicateur opportun pour l'élimination de la pauvreté, mais elle devrait porter également sur les inégalités. Le fait de mentionner des systèmes et des mesures de protection sociale, adaptés au contexte national, ainsi que des mesures plancher indique à juste titre que c'est à chaque pays qu'il appartient d'élaborer ses propres politiques pour atteindre ses objectifs de développement en tenant compte de ses contraintes budgétaires et impératifs sociaux. Mais les choix faits par les pays doivent être conformes aux normes internationales des droits de l'homme et à leurs obligations conventionnelles, ainsi qu'aux engagements pris et aux accords internationaux conclus dans le cadre de diverses instances internationales. Pour l'Organisation internationale du Travail (OIT), les socles de protection sociale sont des « ensembles de garanties élémentaires de sécurité sociale définis à l'échelle nationale qui assurent une protection visant à prévenir ou à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale ». D'après l'Initiative pour un socle de protection sociale, le socle de protection sociale est constitué d'un ensemble de base de droits et de transferts sociaux essentiels, en nature ou en espèces, permettant de fournir un minimum de sécurité du revenu et des moyens de subsistance pour tous et de faciliter une demande effective et l'accès aux biens et services essentiels; et de l'offre d'un niveau essentiel de biens et de services sociaux, tels que la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la nutrition, le logement et l'information indispensable à la protection de la vie humaine et des biens, des services qui soient accessibles pour tous. Le socle de protection sociale insiste sur la nécessité de garantir ces services et transferts tout au long de l'existence aux enfants, aux personnes en âge de travailler dont le revenu est insuffisant et aux personnes âgées,

¹⁸ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 11.

en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables et en tenant compte de certaines caractéristiques clés des personnes de tous âges (sexe, statut économique et social, origine ethnique, handicaps, personnes vivant avec le VIH/Sida, migrants, populations exposées ou particulièrement vulnérables à des éléments extérieurs adverses, tels que les catastrophes naturelles, les phénomènes climatiques extrêmes, etc.)¹⁹.

27. La recommandation n° 202 de l'OIT est exhaustive et couvre un large éventail de cibles possibles mentionnées dans la majorité des objectifs proposés. Son champ d'application dépasse le mandat individuel de tous les organismes des Nations Unies et exige une action concertée et coordonnée de l'ensemble du système au niveau des pays. La recommandation de l'OIT a pour fondement le droit à la sécurité sociale, mais touche tout l'éventail des droits économiques, sociaux et culturels. Ainsi les États sont-ils tenus de respecter les obligations découlant du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. À cet égard, le droit à la solidarité internationale doit être appliqué, notamment le paragraphe 3 de l'article 10 du projet de déclaration, qui prévoit que les États s'inspirent de la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail concernant les socles nationaux de protection sociale pour garantir l'accès universel aux services sociaux. En ce qui concerne la cible 3 de l'objectif 9, elle préconise d'accroître l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés, à l'instar du paragraphe 2 de l'article 10 du projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale, qui dispose que les États encouragent et privilégient l'appui aux micro, aux petites et aux moyennes entreprises communautaires et coopératives, qui représentent la principale source d'emploi dans le monde, notamment par l'octroi de subventions nationales et internationales et de prêts à des conditions préférentielles. Les coopératives sont des associations autonomes de personnes qui s'unissent volontairement en vue de répondre à des besoins et aspirations économiques, sociaux et culturels communs par des entreprises qui sont propriété commune et gérées de manière démocratique. Elles œuvrent ensemble en faveur du développement durable de leurs communautés grâce à des politiques approuvées par leurs membres et servent le mouvement coopératif à travers des structures locales, nationales, régionales et internationales. Il est avéré que les coopératives créent et maintiennent des emplois. En effet, elles assurent aujourd'hui plus de 100 millions d'emplois et contribuent à la promotion d'un travail décent²⁰. Elles jouent un rôle économique et social important dans leurs communautés et devraient concourir à la réalisation des cibles de l'objectif 8, à savoir parvenir au plein emploi productif et garantir un travail décent afin de promouvoir une « croissance économique soutenue, partagée et durable », ainsi qu'à un certain nombre de cibles relevant des objectifs 4 et 10.

¹⁹ Voir recommandation n° 202 de l'OIT (www.ilo.org/dyn/normlex/en).

²⁰ Voir <http://www.ilo.org/empent/units/cooperatives/lang--fr/index.htm>.

B. Mettre en place des institutions efficaces et responsables et des sociétés pacifiques

28. L'objectif 16 devrait être au cœur de toutes les modalités de mise en œuvre dont il sera finalement décidé non seulement pour la réalisation de ses cibles, mais aussi pour l'ensemble des objectifs de développement durable proposés. Cet objectif porte essentiellement sur la nécessité de mettre en place des institutions efficaces et responsables et des sociétés pacifiques aux niveaux national, régional et international. La définition de l'« état de droit », auquel renvoie cet objectif, peut varier suivant les commentateurs et, dans ce contexte, elle est sans doute plutôt formelle et étroite. Aux fins du présent rapport, on se fonde pour définir l'état de droit sur une déclaration du Secrétaire général, selon lequel l'état de droit est « un principe de gouvernance en vertu duquel l'ensemble des individus, des institutions et des entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme. Cette notion implique, d'autre part, des mesures propres à assurer le respect des principes de la primauté du droit, de l'égalité devant la loi, de la responsabilité au regard de la loi, de l'équité dans l'application de la loi, de la séparation des pouvoirs, de la participation à la prise de décisions, de la sécurité juridique, du refus de l'arbitraire et de la transparence des procédures et des processus législatifs » (S/2004/616, par. 6). Tous les principes énoncés dans cette définition revêtent une importance et une pertinence égales pour les objectifs proposés, mais seuls trois sont mis en avant : la gouvernance, en particulier la bonne gouvernance; la responsabilité; la participation à la prise de décisions. Ces trois principes sont essentiels à la réalisation des cibles et des objectifs proposés.

29. La bonne gouvernance peut être définie simplement comme l'exercice de l'autorité par le biais de processus politiques et institutionnels transparents, dont la responsabilité peut être mise en cause et qui encouragent la participation du public²¹. L'état de droit, tel que défini ci-dessus, exige la mise en place d'un ensemble d'institutions, de lois et de pratiques visant à empêcher l'exercice arbitraire du pouvoir. Cependant, ces institutions et processus ne sont pas toujours efficaces, en raison de plusieurs problèmes, notamment la corruption, et ne permettent donc pas d'empêcher l'arbitraire, ce qui a pour effet de compromettre la réalisation des objectifs de développement. La bonne gouvernance est implicitement liée aux normes relatives aux droits de l'homme, par exemple parce qu'elle contribue à l'accès de tous à des services essentiels, notamment un logement adéquat, et à la modernisation des bidonvilles (cible 1 de l'objectif 11) et facilite des migrations ordonnées, sécurisées, régulières et responsables par la mise en œuvre de politiques planifiées et gérées conformément à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. La bonne gouvernance est une condition préalable à la protection efficace de l'environnement en général et au renforcement des capacités institutionnelles relatives à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation de leurs effets, à la réduction de leur impact et aux systèmes d'alerte rapide en particulier, comme

²¹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Pratiques de bonne gouvernance pour la protection des droits de l'homme » (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.07.XIV.10).

prévu par l'objectif 13, ainsi qu'à la prévention et à la réduction de la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, tel que prescrit par la cible 1 de l'objectif 14.

30. Le principe de responsabilité est une notion complexe, dont la définition doit être affinée aux fins de la présente analyse. Du point de vue des droits de l'homme, il désigne l'obligation qu'ont les acteurs, principalement l'État, d'assumer la responsabilité des conséquences de leur action ou inaction sur la vie des gens, d'en répondre et d'être soumis à une certaine forme de sanction exécutoire si leur comportement nuit à la jouissance des droits de l'homme. Engager la responsabilité des décideurs et des autres acteurs dans ce domaine contribue à ce que les impératifs de développement ne relèvent plus d'un acte de charité mais bien d'une obligation, ce qui permet de contrôler plus facilement les progrès. S'il revient à l'État lui-même, en tant que principal débiteur des obligations, de déterminer les mécanismes précis d'application du principe de responsabilité, il n'en reste pas moins que ces mécanismes doivent être accessibles, transparents et efficaces. De manière générale, on distingue quatre types de mécanismes : les mécanismes judiciaires (contrôle juridictionnel des actes et omissions de l'exécutif); les mécanismes quasi-judiciaires (institutions nationales des droits de l'homme et organes conventionnels internationaux); les mécanismes administratifs (préparation, publication et contrôle d'évaluations relatives aux droits de l'homme et à l'impact sur l'environnement); les mécanismes parlementaires (procédures parlementaires)²². Si un mécanisme de responsabilité prévoit le droit à un recours effectif devant une instance nationale et une forme de réparation quelconque, il n'impose pas nécessairement de sanction²³. Néanmoins, un recours n'est efficace que si l'autorité nationale concernée a compétence pour accorder réparation, laquelle peut revêtir différentes formes, suivant la gravité de l'infraction. En outre, les États devraient veiller à ce que les autorités compétentes assurent l'exécution des mesures correctrices qui ont été décidées²². La responsabilité renforce l'intérêt de la mise en place d'institutions efficaces de bonne gouvernance et devrait donc faire partie intégrante des modalités de mise en œuvre de l'ensemble du programme de développement durable.

31. Le projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale donne corps aux principes de bonne gouvernance et de responsabilité. Les débiteurs des obligations en matière de droit à la solidarité internationale sont essentiellement les États et les acteurs non étatiques qui travaillent avec les populations et les individus et dont les responsabilités sont, par conséquent, analogues à celles des États et complémentaires de celles-ci. Les États s'acquittent de leurs obligations conformément aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme qu'ils ont ratifiés et aux engagements et décisions qu'ils ont pris à l'échelon régional et international. Les acteurs non étatiques honorent leurs responsabilités déontologiques et leurs codes de conduite et respectent le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale. Les États et les acteurs non étatiques sont guidés par les principes sur lesquels repose la solidarité internationale. En outre, les États sont tenus de mettre en place un cadre institutionnel approprié et d'adopter des mesures nationales en vue de donner effet au droit des peuples et des individus à la solidarité internationale, notamment en garantissant et en facilitant l'accès de tous aux mécanismes législatifs, judiciaires ou administratifs nationaux et

²² Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Principes et lignes directrices pour une approche des stratégies de réduction de la pauvreté fondée sur les droits de l'homme ».

²³ Ibid.

internationaux²⁴, afin qu'ils puissent exercer leur droit de demander et d'obtenir réparation en cas de déni ou de violations des droits de l'homme consécutifs au non-respect par les États des engagements qu'ils ont pris à l'échelon national, régional et international; ainsi que de demander et d'obtenir réparation dans les cas où des actes ou omissions d'acteurs non étatiques à l'échelon national, régional et international auraient eu des répercussions négatives sur l'exercice et la pleine jouissance de leurs droits de l'homme²⁵.

32. La participation part du principe que les pays s'approprient les objectifs proposés et mènent eux-mêmes les activités visant à les atteindre, par le biais de l'État et de toutes les parties prenantes. Il n'existe pas de modèle prédéfini pour la participation, car celle-ci joue un rôle dans de nombreux contextes différents et à différentes fins. La participation peut être définie au sens large comme le processus par lequel les parties prenantes sont à même d'exercer une influence et un contrôle sur l'établissement des priorités, l'élaboration des politiques, l'affectation des ressources et l'exécution des programmes. La participation à la planification et à la mise en œuvre des programmes destinés à atteindre les cibles des objectifs proposés est donc indispensable, notamment au niveau des populations locales – tant en milieu urbain que rural –, où l'adoption des pratiques optimales peut imprimer l'élan nécessaire au progrès, notamment dans le cadre des programmes intéressant la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la protection de l'environnement, la préservation du patrimoine culturel et naturel, les modes de consommation et de production durables, la résilience et la capacité d'adaptation aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles, la protection des écosystèmes marins et côtiers, la surpêche, la gestion des forêts et la perte de biodiversité.

33. Le droit à la solidarité internationale impose aux États de prendre des mesures adéquates, transparentes et participatives pour consulter leurs populations et les informer pleinement des décisions adoptées à l'échelon national, bilatéral, régional et international, en particulier celles qui concernent des sujets ayant une incidence sur leur vie²⁶. Les États devraient adopter et appliquer effectivement des politiques et des programmes visant à protéger et promouvoir, notamment « le droit de participer pleinement et librement au processus décisionnel aux échelons local et international²⁷ ». Les peuples et individus ont le droit de former des organisations, des associations, des réseaux et des groupements et d'y adhérer, d'entretenir des relations avec eux et de participer à leurs activités à l'échelon local, régional et international, « en vue de promouvoir et d'influencer les décisions et les politiques qui les concernent »²⁸ et de contribuer, à titre individuel ou collectif, au développement de la vie culturelle des communautés auxquelles ils ont librement choisi d'appartenir, à l'échelon national, régional et international²⁹.

34. Les changements climatiques constituent un enjeu majeur qui retient l'attention du monde par sa portée et son ampleur. Les phénomènes météorologiques extrêmes qu'ils provoquent sont en train de changer radicalement les contours de la terre et des mers, perturbant même les économies les plus stables mais, surtout,

²⁴ Ibid., art. 10, par. 1.

²⁵ Ibid., art. 7, alinéas h) et i).

²⁶ Ibid., annexe, art. 9, par. 2.

²⁷ Ibid., art. 9, par. 3.

²⁸ Ibid., art. 7, alinéa c).

²⁹ Ibid., art. 7, alinéa g).

entraînant la perte de vies humaines et modifiant le cours de l'existence d'un nombre incalculable d'individus. Les changements climatiques touchent toutes les populations dans tous les pays, mais les plus vulnérables sont les populations pauvres des pays en développement. Le prochain programme de développement doit tenir compte du fait que tous les progrès du développement accomplis au fil des ans pourraient être anéantis en un instant et les niveaux de pauvreté monter en flèche sous l'effet de ces changements. L'objectif 13 invite à prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, mais ses cibles ne reflètent pas ce sentiment d'urgence dans les actions qu'elles prescrivent. Ce décalage s'explique sans doute par le constat du fait que « la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est la principale structure intergouvernementale et internationale de négociation de l'action à mener à l'échelle mondiale face aux changements climatiques ». Quelles que soient les contraintes qui existent dans certains cas, tout programme de développement durable doit prévoir des garde-fous pour faire face aux risques et aux conséquences sociales, économiques et environnementales liés aux changements climatiques. Le droit à la solidarité internationale exige que les populations les plus touchées par ces changements participent activement au programme et que les États respectent leurs droits, écoutent attentivement ce qu'elles ont à dire et tirent parti de leur expérience pour trouver des solutions.

C. Coopération internationale : renforcer la mise en œuvre des partenariats mondiaux au service du développement durable et les revitaliser

35. L'objectif 8 des objectifs du Millénaire pour le développement – mettre en place un partenariat mondial pour le développement –, qui est essentiellement centré sur la question de savoir ce que les pays riches peuvent et doivent faire, est de loin celui qui a suscité le moins d'attention, pour des raisons dont la complexité dépasse l'objet du présent rapport. On peut toutefois affirmer que si, contrairement aux autres objectifs du Millénaire pour le développement, l'objectif 8 couvre un large éventail d'aspirations, il ne contient pas de liste de cibles précises assorties de délais, ce qui limite la possibilité de demander aux pays de rendre des comptes. Même le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a éprouvé des difficultés à trouver des domaines dans lesquels des progrès sensibles ont été réalisés au titre de l'objectif 8³⁰. L'emploi des termes « revitaliser le partenariat mondial » dans l'objectif 17 actuellement proposé est sans doute motivé par le manque apparent de progrès s'agissant de l'objectif 8 du Millénaire pour le développement. Certes, les objectifs indicatifs que le Groupe de haut niveau a recommandés ne renvoient pas explicitement à un partenariat mondial, mais toutes les cibles relevant de l'objectif indicatif 12 – créer un environnement mondial favorable et encourager les financements à long terme – supposent une action mondiale. Les cibles se rapportent au système financier mondial, au système commercial, à l'aide publique au développement, à la fraude fiscale, à la science, aux technologies, à l'innovation et aux données sur le développement, ainsi qu'aux moyens de limiter l'augmentation des températures moyennes mondiales. Par ailleurs, les cibles

³⁰ *Le partenariat mondial pour le développement : Traduire la théorie en pratique* (publication des Nations Unies, numéro de vente F.12.I.5).

correspondant à l'objectif 17 visent directement les ressources financières, la technologie, le renforcement des capacités, le commerce, la cohérence des politiques et des structures institutionnelles, les partenariats multipartites, les données, le suivi et l'application du principe de responsabilité, à l'instar du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

36. La présente analyse inscrit le partenariat mondial dans un cadre de référence plus large, à savoir la coopération internationale, qui est une des principales composantes de la solidarité internationale³¹ et qui ne se limite pas à la coopération internationale entre les États et leurs organisations internationales, mais qui comprend également les actions entre les peuples et les individus et leurs actions communes visant à réaliser les objectifs collectifs. La Charte des Nations Unies énonce dans son Article premier qu'un des buts des Nations Unies est de « [r]éaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Dans ce contexte, la notion de droits procède de l'article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel « [t]oute personne [...] est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale ». La même idée est consacrée dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans la Convention relative aux droits de l'enfant. La coopération et l'assistance internationales sont un élément du droit au développement qui a été réaffirmé dans la Déclaration et le programme d'action de Vienne adoptés en 1993. Au paragraphe 11 du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les États ont réaffirmé leur volonté de « renforcer la coopération internationale face aux problèmes qui continuent d'entraver l'avènement d'un développement durable pour tous, en particulier dans les pays en développement ».

37. Composante essentielle de la solidarité internationale, la coopération internationale est un mécanisme indispensable pour réaliser le droit à la solidarité internationale. Le droit à la solidarité internationale vise en premier lieu à créer des conditions favorables à la réalisation des droits de l'homme, que seuls une action collective et un accord international entre les États permettront d'instaurer. À l'origine, le droit à la solidarité internationale va au-delà du concept et de la pratique de la coopération et de l'assistance internationales, comme dans le cas de l'aide publique au développement, de la charité ou de l'aide humanitaire. En revanche, l'avant-projet de déclaration donne une définition plus large au droit à la solidarité internationale et y englobe un cadre conceptuel et opérationnel complet et cohérent visant à régler un éventail de questions relatives à la gouvernance mondiale, au-delà des cas plus limités de coopération internationale dans le domaine du développement. En plus de passer par la coopération internationale, le droit à la solidarité internationale suppose l'application d'une solidarité préventive visant à prévenir et à éliminer en amont les causes fondamentales des inégalités entre pays développés et pays en développement, ainsi que les obstacles structurels qui engendrent la pauvreté à l'échelle mondiale, et à créer un environnement global favorable, dans lequel tous les droits de l'homme pourront être progressivement exercés. La solidarité préventive, autre caractéristique principale de la solidarité

³¹ A/HRC/26/34, annexe, art. 3, par. b).

internationale, est essentielle pour atteindre la solidarité entre les générations et entre les membres d'une même génération et représente un aspect majeur du devoir des États de fournir et de rechercher une coopération et une assistance internationales dans l'exécution des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme, en particulier de leurs obligations fondamentales³².

38. Pour assurer le droit à la solidarité internationale, il faut mettre en œuvre de façon multidirectionnelle, et non unilatérale, des mesures, des obligations et des responsabilités dans les pays développés comme dans les pays en développement. Ainsi, le droit favorise une forme de coopération orientée vers un but précis, dans le cadre de laquelle les États concluent des accords internationaux délibérément axés sur les bienfaits pour les peuples grâce à la réalisation des droits, et suppose que les États honorent un certain nombre d'obligations positives et négatives dans le cadre de leurs actions collectives. Afin de répondre aux défis mondiaux, le droit à la solidarité internationale veut que la coopération internationale et les partenariats mondiaux entre les États permettent de s'assurer que les résultats obtenus dans l'application des accords soient pleinement conformes aux obligations des États relatives aux droits de l'homme³³; les États sont invités, dans le cadre de leurs actions, à ne pas assortir la coopération internationale de conditions susceptibles d'entraver l'exercice et la jouissance des droits de l'homme; la coopération internationale repose sur des partenariats égaux et des engagements et obligations mutuels, dans lesquels les États partenaires sont mutuellement responsables³⁴. L'avant-projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale s'applique non seulement aux actes officiels des acteurs étatiques, mais aussi à ceux entrepris au-delà des frontières nationales par les peuples et les individus, notamment les communautés locales et les réseaux d'information transnationale³⁵.

39. Comme énoncé dans l'avant-projet de déclaration, le droit à la solidarité internationale impose aux États de prendre des mesures pour veiller au respect de leurs obligations internationales en matière des droits de l'homme à chaque étape du processus de définition des politiques internationales. L'obligation des États relative à la coopération internationale doit être comprise et respectée par leurs représentants lors de négociations internationales portant sur des questions pertinentes. Les États ne doivent pas oublier que les obligations internationales relatives aux droits de l'homme constituent des exigences minimales que les personnes relevant de leur juridiction doivent respecter²² et que leur aide internationale au développement doit ainsi encourager les États partenaires à s'acquitter de leurs obligations internationales et nationales relatives aux droits de l'homme.

V. Conclusion

40. **Dans le rapport qu'il a présenté en 2013, le Groupe de haut niveau a relevé avec optimisme que lorsque les objectifs du Millénaire pour le développement avaient été adoptés en 2000, des gouvernements, des organismes internationaux et des organisations de la société civile du monde entier y avaient adhéré dans un esprit de solidarité internationale. En travaillant ensemble, ils ont contribué aux avancées remarquables accomplies au cours des**

³² Ibid., art. 3, par. a).

³³ Ibid., art. 8, par. 2, et art. 9, par. 1.

³⁴ Ibid., art. 11, par. 2.

³⁵ Ibid., art. 9, par. 3 à 5.

13 dernières années : on compte aujourd'hui un demi-milliard de personnes en moins vivant dans l'extrême pauvreté; la vie de près de trois millions d'enfants est sauvée chaque année; quatre enfants sur cinq sont vaccinés contre de nombreuses maladies; la mortalité maternelle reçoit l'attention qu'elle mérite; le nombre de décès dus au paludisme a diminué d'un quart; contracter le VIH n'est plus nécessairement une condamnation à mort; et, en 2011, un nombre record de 590 millions d'enfants étaient scolarisés dans le primaire dans les pays en développement⁴. Le message est qu'il ne faut pas lancer un nouveau programme de développement en partant de zéro car malgré les progrès réalisés, beaucoup reste encore à faire. Ainsi, nous respectons ce qui a été accompli dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, en reprenant les activités mises en œuvre pour atteindre les objectifs là où elles s'arrêteront en 2015, et nous poursuivrons les travaux dans le cadre des futurs objectifs de développement durable.

41. L'Experte indépendante tient à remercier le Groupe de haut niveau et le Groupe de travail ouvert des travaux remarquables qu'ils ont menés pour arrêter des objectifs indicatifs de développement durable et des objectifs proposés, et se félicite que l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international ait été réaffirmée³⁶, ce qui traduit la vision commune de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

42. Le présent rapport de l'Experte indépendante repose en grande partie sur les résultats des travaux des deux groupes et vise à contribuer à la définition des futurs objectifs de développement durable, de sorte que ceux-ci respectent les normes universelles en matière de droits de l'homme, et à montrer qu'il importe, dans l'intérêt de ces objectifs, de tenir compte du droit à la solidarité internationale. Ce droit est un droit complet et transversal qui peut orienter les relations internationales dans le sens de la durabilité, notamment les relations économiques internationales, dans le cadre de partenariats égaux et d'un partage équitable des bienfaits et des fardeaux, à un niveau approfondi et porteur de transformation, et qui invite à renforcer la mise en œuvre des partenariats mondiaux et à les revitaliser pour atteindre les futurs objectifs de développement durable.

43. Les propositions relatives aux objectifs mentionnés précédemment sont beaucoup trop nombreuses pour pouvoir être énumérées à ce stade, mais il convient de signaler qu'un certain nombre d'entre elles procèdent du désintérêt manifeste, dans la formulation des objectifs proposés, de l'idée selon laquelle « les peuples sont au centre du développement durable³⁷ ». La formulation actuelle des objectifs proposés donne à penser que les individus sont des bénéficiaires passifs et non des agents actifs du changement, et que la réussite et la viabilité des activités de développement reposent dangereusement sur leur participation active. Il n'est par exemple pas fait mention du consentement préalable libre et éclairé des peuples autochtones, qui leur donne la possibilité de se protéger contre la dégradation des forêts et des étendues d'eau naturelles à proximité desquelles ils vivent, qui constitue la première ligne de défense pour

³⁶ Introduction de la proposition du Groupe de travail ouvert concernant les objectifs de développement durable, par. 7.

³⁷ Ibid., par. 4.

faire face aux dangers naturels et limiter les incidences négatives des événements météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques. Les travailleurs migrants sont mentionnés dans les cibles, uniquement au sujet de leur mobilité, sans prendre en considération leurs contributions à l'économie réelle de leur propre pays ou de leur pays hôte, et la nécessité de remédier à leur situation de vulnérabilité face à l'exploitation et à l'oppression. Le droit à l'alimentation, le droit au logement, le droit à la santé et le droit à l'éducation sont mentionnés en termes abstraits, sans qu'il soit expliqué en quoi ces droits se rapportent à ceux qui en bénéficient. Pour revêtir une dimension véritablement humaine, les futurs objectifs de développement durable doivent renvoyer directement, et non implicitement, aux droits de l'homme. Dans leur forme actuelle, les objectifs proposés ne renvoient pas expressément à certains droits, notamment aux droits des femmes, aux droits des peuples autochtones et aux droits des travailleurs migrants et de leur famille.

44. L'Experte indépendante admet qu'il n'existe pas de modèle ni de solution toute faite pour définir le programme. En conséquence, il convient de tenir compte des politiques nationales et de l'adaptation aux cadres nationaux régis par la « vision d'ensemble et les principes qui la sous-tendent », tout en respectant le droit international. À cet égard, il faut impérativement instaurer des mécanismes d'application du principe de responsabilité dans les futurs objectifs de développement durable. L'Experte indépendante prie les États de ne pas oublier les obligations en matière des droits de l'homme qu'ils ont volontairement acceptées en ratifiant les différents instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Partant, il leur appartient et il est dans leur intérêt de définir des objectifs conformes aux droits de l'homme et fondés sur les droits de l'homme, afin de pouvoir les atteindre tout en s'acquittant de leurs obligations conventionnelles.

45. Le débat et les observations qui précèdent militent, argués à l'appui, en faveur d'un programme de développement durable axé sur les droits, qui passe par l'application du droit à la solidarité internationale récemment apparu, lequel englobe intégralement les contours d'un tel programme, aux niveaux international et national. Estimant qu'il faut assurer la solidarité internationale pour atteindre les futurs objectifs de développement durable, l'Experte indépendante reprend quelques données et exemples extraits de l'avant-projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale et les présente sous forme de recommandations pour l'avenir.

46. Pour que les droits de l'homme et l'état de droit soient respectés, il faut des institutions efficaces et responsables à tous les niveaux, tant aux niveaux national et régional qu'au niveau international. Les États doivent s'assurer que les procédures d'élaboration des accords internationaux soient pleinement conformes à leurs obligations relatives aux droits de l'homme pour ce qui touche, notamment, au commerce international, aux investissements, aux finances, à la fiscalité, aux changements climatiques, à la protection de l'environnement, aux secours et à l'aide humanitaires, à la coopération en faveur du développement et à la sécurité.

47. Aux fins du programme de l'ONU pour le développement, il faut appliquer de manière cohérente et constante les obligations internationales en matière de droits de l'homme à chaque étape du processus de définition des

politiques internationales pour orienter les objectifs. À titre d'exemple, les obligations incombant aux États en matière de coopération internationale doivent être pleinement respectées et prises en considération par les représentants des États dans le domaine des relations internationales, par exemple ceux qui sont chargés des finances et du commerce lors de négociations internationales sur des questions connexes et les représentants des États chargés des politiques et projets de développement multilatéraux, notamment ceux qui occupent des fonctions au sein d'institutions financières internationales.

48. L'Organisation des Nations Unies est l'instance la mieux placée pour la communication des informations et leur examen, car elle disposera d'un cadre de suivi et de responsabilisation renforcé qui s'appuiera sur le travail déjà accompli par les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les titulaires d'un mandat au titre des procédures spéciales du Conseil. Le cadre fourni par l'Organisation doit garantir la participation active et utile de la société civile, notamment des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des médias et autres parties prenantes concernées, en particulier les jeunes, auxquels l'avenir appartient.

49. Pour que les objectifs soient atteints au niveau national, l'État doit apporter son appui et permettre à une société civile solide et dynamique de collaborer avec lui dans le cadre des activités entreprises aux fins de la prestation de services et de la mobilisation, et promouvoir l'application du principe de responsabilité auprès de tous les acteurs qui prendront part à la mise en œuvre des futurs objectifs de développement durable.

50. La coopération internationale est un devoir de l'État et met l'accent sur la responsabilité qui incombe au premier chef à l'État de respecter ses obligations relatives aux droits de l'homme à l'échelon national. L'État doit mettre en place et appliquer des mécanismes visant à garantir que la coopération internationale repose sur des partenariats égaux et des engagements et obligations mutuels, dans lesquels les États partenaires sont mutuellement responsables et doivent également rendre des comptes à leurs mandants sur le plan national. S'ils s'inscrivent dans ce cadre général de coopération internationale, les partenariats mondiaux peuvent prendre de l'ampleur et retrouver la crédibilité perdue dans le cadre de l'objectif 8 du Millénaire pour le développement.

51. L'Experte indépendante réaffirme que quoique les droits de l'homme soient rapidement mis en avant lorsque des violations sont commises ou qu'elles sont manifestes, l'intérêt véritable qu'ils revêtent dans l'organisation des affaires internationales reste abstrait et n'est défendu qu'en paroles. Reconnaître que nous ne leur avons pas accordé l'importance qu'ils méritent bouleverserait la donne et remédier à cette lacune constituerait assurément le changement qui retentirait sur l'ensemble des futurs objectifs de développement durable.